

Memorandum 10/6/94

RWANDA

Vingt-deux religieux rwandais massacrés

Sept sœurs et deux prêtres ont péri dans le massacre de 70 personnes par des Hutus dans la capitale. A Kabgayi, des rebelles tutsis ont abattu treize prêtres, dont deux évêques et l'archevêque de Kigali.



Peterson / Linton / Gamma

Un homme confisque les machettes dans un camp de réfugiés, à Rukumbeli.

L'Eglise catholique paie son tribut de sang à une «nation martyre». Hier, le pape Jean Paul II a ainsi qualifié le Rwanda en apprenant la mort, dans deux tueries distinctes, de vingt-deux religieux. D'une part, sept sœurs et deux prêtres abrités des Tutsis persécutés dans le collège Saint-André à Nyamirambo, un quartier de la capitale Kigali toujours sous le contrôle des miliciens hutus progouvernementaux, ont péri dans le massacre d'au moins 70 personnes, selon le porte-parole de la Mission

des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). D'autre part, treize prêtres, dont l'archevêque de Kigali et deux évêques, ont été abattus à Kabgayi, à 55 km au sud-ouest de Kigali, par des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

«Nous sommes, nous aussi, vulnérables», avait expliqué, voici dix jours, Thadée Nsengiyumva, l'évêque de Kabgayi et président de la conférence épiscopale rwandaise. Sur le seuil de son évêché assiégé par les réfugiés, où il avait accueilli non seulement ses «frères évêques» mais,

aussi, quelque 20 000 Tutsis en danger de mort, cet homme chaleureux avait déploré «qu'on vienne, pratiquement tous les jours, chercher des pauvres gens pour les exécuter». Sous contrôle gouvernemental, Kabgayi vivait alors à l'heure des militaires ou miliciens ramassant dans des camps de réfugiés des Tutsis soupçonnés d'«intelligence avec l'ennemi». Impuissant, le prélat catholique avait même dû livrer à ces nerfs plusieurs prêtres et sœurs, emmenés pour «interrogatoire»...

Puis, il y a une semaine, Kabgayi a

été conquis par les rebelles du FPR. En principe, le calvaire aurait alors dû prendre fin pour les Tutsis et leurs protecteurs. «Peut-être les rebelles vont-ils nous tuer, mais je ne suis pas sûr de partir. On ne peut pas toujours fuir...», nous avait dit Thadée Nsengiyumva. Cheville ouvrière du «comité de contact» des Eglises rwandaises, qui tentaient une médiation entre le «gouvernement intérimaire» et le FPR, il n'avait en effet pas l'habitude de fuir. Contrairement à beaucoup de dignitaires de l'Eglise catholique au Rwanda, très liés au régime du général-président Juvénal Habyarimana, il exigeait plus qu'un *aggiornamento* au lendemain du génocide. «Près d'un siècle d'évangélisation ont été un échec, déclarait-il. Tout est à refaire. Nos bons catéchistes, ceux qui, le dimanche, avaient empli nos églises, ont été les premiers à brandir des gourdins et des machettes pour tuer leurs voisins.»

Dans la nuit de mercredi à jeudi, c'est la radio du FPR qui, sans la dater, a rendu publique la tuerie des religieux à Kabgayi, la présentant comme une «triste nouvelle» et une bavure. Quatre «combattants» chargés de la «protection» des hommes d'Eglises les auraient, en effet, tenus pour responsables de l'assassinat de membres de leurs familles. Ils les auraient exécutés avant que d'autres rebelles n'aient pu intervenir. L'un d'eux aurait cependant été tué dans une fusillade subséquente, les autres prenant la fuite et étant, selon le FPR, désormais «activement recherchés». Cette version des faits, pour l'instant étayée par aucune source indépendante, est contredite par le «gouvernement intérimaire», selon qui la tuerie — «déliquée» — aurait eu lieu lors de la conquête de Kabgayi, vendredi dernier. Hier, l'ambassade rwandaise à Paris, jusqu'alors silencieuse sur la mort de centaines de milliers de victimes et sans faire mention du massacre à Nyamirambo, a même diffusé un communiqué pour condamner «cet acte ignoble»...

Hier également, sous le choc d'une nouvelle portant à près d'une centaine le nombre des victimes du clergé rwandais, le pape a pressé la communauté internationale «de tout faire, sans délai, pour ouvrir la voie à un accord négocié et la reconstruction d'un pays si totalement ruiné». Le Rwanda «martyr» devra cependant attendre, au moins, encore trois semaines avant que les renforts de Casques bleus arrivent à Kigali. Malgré l'adoption d'une nouvelle résolution, mercredi, par le Conseil de sécurité autorisant «le déclenchement simultané des deux premières phases du déploiement de la nouvelle Minuar», les soldats de l'ONU — en provenance du Ghana, du Sénégal, de l'Ethiopie, du Zimbabwe, du Nigeria, du Congo et du Mali — ne seront opérationnels qu'une fois l'assistance logistique occidentale disponible. Or, les 50 véhicules blindés américains ne seront pas livrés avant la fin du mois, et 300 spécialistes canadiens des télé-transmissions n'arriveront à Kigali que le 15 juillet.

Stephen SMITH